



LE GOUVERNEMENT OUVRE ENFIN LES NÉGOCIATIONS SUR LE VOLET SOCIAL

Le 17 octobre s'est tenue une réunion sociale pour la Police Municipale au ministère de l'intérieur en présence de Monsieur Simon CHASSARD, directeur du cabinet de Madame la ministre Dominique FAURE. Pour F.O. étaient présent Laurent MATEU, secrétaire fédéral de la fédération des services publics et de santé et Ludovic DURAND, secrétaire général de FO Police Municipale.

En introduction, le ministère annonce que les décrets sur le changement des grilles indiciaires des directeurs de PM et sur le decontingement l'échelon spécial des brigadiers chefs principaux, sont en lecture au conseil d'état et devraient être publiés d'ici la fin de l'année.

Ensuite ils nous ont repropoé le « RIFSEEP PM » avec une amélioration plancher maximum pour les catégories C à hauteur de 14 000 euros brut / annuel. FO a rappelé son désaccord sur la mise en place d'un RIFSEEP spécial police son attachement à la prime dite police l'ensemble des organisations syndicales se sont également opposés à ce système de régime indemnitaire.

De façon unanime, nous avons émis le souhait de garder notre prime dite « police » et d'en augmenter son pourcentage à hauteur du plancher maximal qui nous propose pour le RIFSEEP (1400 euros) et de garder l'Indemnité d'Administration et de Technicité.

Lors du tour de table FO a déclaré attendre des actes forts de la part du gouvernement, au-delà du régime indemnitaire nous souhaitons la catégorie B pour les C, l'intégration de la prime police dans le calcul de la pension et bénéficier du 1/5 ème comme nos homologues des forces de sécurité de l'état.



Le ministère de Mme FAURE, nous déclare être contraint par le Ministre GUERINI qui en fait une question de principe de nous proposer le RIFSEEP comme unique avancement et que notre système indemnitaire est « démodé ». Mais pour autant ils vont prendre attache avec le cabinet de la première ministre, pour essayer de débloquer la situation.

Monsieur CHASSARD, nous a répété à plusieurs reprises, que le gouvernement ne passera pas en force et souhaite un avis unanime des organisations syndicales pour des avancées sociales et que tout reste encore ouvert. Nous sommes dans un processus de négociation.

Ensuite il a été proposé de travailler sur des formats tels que la formation, l'équipement et des nouvelles prérogatives, nous avons refusé en bloc d'ouvrir ces travaux tant que le volet social n'était pas résolu, avec des mesures concrètes et satisfaisantes pour l'ensemble de nos collègues

L'association des maires et France Urbaine sont conscients que la profession évolue socialement et sont prêt aussi à négocier avec nous pour arriver à des compromis.

Afin de continuer nos négociations, Madame la ministre va nous recevoir d'ici 3 à 4 semaines, car ils souhaitent avancer rapidement.

FO a déclaré qu'il est impératif que le gouvernement prenne au sérieux nos demandes, notamment en considérant le rôle essentiel des polices municipales dans l'organisation des Jeux Olympiques, dans les émeutes et le risque attentat. Les enjeux de sécurité sont immenses, et nos membres sont prêts à relever ce défi, à condition que leurs droits soient respectés, en cas contraire nous ferons entendre notre mécontentement avec tous les moyens dont nous disposons que ce soit par des actions ou par la grève.

FOPM reste intransigeant dans sa quête d'équité, de reconnaissance, et de justice pour ses membres. Nous continuerons à nous mobiliser jusqu'à ce que nos revendications légitimes soient pleinement prises en compte.

FOPM demeure uni, fort, et déterminé à obtenir satisfaction pour l'ensemble des collègues et seul les organisations syndicales représentatives sont présentes aux négociations.

Le bureau national

